












Assistance à Maîtrise d'ouvrage à la réalisation, à l'exploitation et au pilotage de la production et distribution d'énergie sur le campus de l'Ecole polytechnique

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE, FORME ET MONTANT DU CONTRAT	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8.	LITIGE ET SANCTIONS	18
9.	FIN DU CONTRAT	19

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Assistance à Maîtrise d'ouvrage à la réalisation, à l'exploitation et au pilotage de la production et distribution d'énergie sur le campus de l'Ecole polytechnique.
	Acheteur	Ecole polytechnique
	Type de contrat	Marché à tranches de prestations intellectuelles
	Lieu d'exécution	ECOLE POLYTECHNIQUE Route de Saclay 91128 PALAISEAU CEDEX
	Durée	6 ans et 2 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités	Cf Article 8.1 du CCAP
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires et Prix forfaitaires selon les prestations du contrat

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Assistance à Maîtrise d'ouvrage à la réalisation, à l'exploitation et au pilotage de la production et distribution d'énergie sur le campus de l'Ecole polytechnique.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :
Ecole polytechnique
Route de Saclay
91128 Palaiseau Cedex.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement incluant une DPGF détaillée et le BPU joint complété ;
- le présent CCAP ;
- le CCTP ;
- le schéma directeur énergie de l'Ecole polytechnique ;
- les bons de commande ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le cadre de réponse technique valant offre technique du titulaire.

2.2. Intervenants

Le maître d'ouvrage est l'Ecole polytechnique, représentée par l'Ingénieure générale de 1^{ère} classe de l'armement Laura CHAUBARD, Présidente du conseil d'administration de l'École polytechnique par intérim.

Adresse :
Ecole polytechnique
Direction des Achats
Route de Saclay
91128 Palaiseau Cedex

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution. Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE, FORME ET MONTANT DU CONTRAT

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à tranches** en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

- Le contrat fait l'objet de différentes missions avec des tranches et des phases techniques à prix forfaitaires comme suit :

Type	Objet
M1 Marché Global de Performance – Missions à prix forfaitaires	
Tranche	Tranche ferme
Phase	Phase n°1 - Elaboration du pré-programme performanciel / lancement phase candidatures de la consultation
Phase	Phase n°2 - Elaboration du Dossier de Consultation
Phase	Phase n°3 - Analyse des candidatures en première phase de la consultation
Phase	Phase n°4 - Accompagnement du MO pendant la seconde phase de la consultation
Tranche	Tranche optionnelle n°1
Phase	Phase n°5 - Suivi des études de conception
Phase	Phase n°6 - Réception et levées de réserves
Phase	Phase n°7 - Suivi de l'exploitation et de la maintenance des équipements, suivi et évaluation de la performance pendant toute la durée du marché
M2 Décarbonation de la production centrale – Missions forfaitaires	
Tranche	Tranche ferme

Type	Objet
Phase	Phase n°1 - Étude de faisabilité relative à la mise en œuvre d'une production ENR pour l'École polytechnique et interconnexion avec le réseau de Paris Saclay
Phase	Phase n°2 - Elaboration d'un rapport d'évaluation du potentiel géothermique sur le site de l'école

Définitions :

Tranche	La tranche ferme est exécutée de manière certaine, les tranches optionnelles sont affermies ou non en cours d'exécution
Phase	Délai partiel et partie du contrat qui se lance et se réceptionne de manière autonome à l'intérieur du contrat

- Le marché fait l'objet d'une troisième mission à bons de commandes comme suit :

M3 Etudes techniques et assistance à la conduite de projets portant sur le développement de la production et/ou du réseau, leurs optimisations techniques et l'intégration d'innovations – Missions à prix unitaires :

Les études et projets pourront porter sur plusieurs niveaux (faisabilité, APS) et sur les thématiques suivantes :

- L'établissement d'un dossier de consultation ;
- La mise en œuvre de nouvelles installations de production ENR&R ;
- La récupération de chaleur fatale ;
- L'optimisation du réseau (ouvrages de production ou de distribution) ;
- L'interconnexion avec des réseaux situés à proximité ;
- La mise en œuvre de technologies innovantes ;
- Le stockage d'énergie.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **prestations intellectuelles**.

■ **Délai d'affermissement :**

Les tranches optionnelles sont affermies dans les délais maximums suivants :

Tranche	Délai d'affermissement
M1 Marché Global de Performance – Missions à prix forfaitaires	
Tranche optionnelle n°1	12 mois maximum à compter de la fin de la tranche ferme

■ **Indemnités liées aux tranches optionnelles :**

Le contrat ne prévoit aucune indemnité pour le titulaire en cas de retard ou de non affermissement d'une tranche optionnelle.

■ **Montant du contrat :**

Le montant des prestations à bons de commande (prix unitaires) est le suivant :

- Annuel : 150 000,00€ HT (180 000,00€ TTC) maximum
- Pour toute la durée du contrat : 600 000,00€ HT (720 000,00 € TTC) maximum

■ **Présentation des bons de commande :**

La mission 3 relative aux « Etudes techniques et assistance à la conduite de projets portant sur le développement de la production et/ou du réseau, leurs optimisations techniques et l'intégration d'innovations » fait l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes seront notifiés par l'acheteur et réalisés sur la base du devis détaillé du titulaire conformément au BPU. Ces bons de commande seront adressés au titulaire par courrier électronique, la date de notification de chaque bon de commande étant la date de l'avis de réception du courrier électronique.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

-Chaque bon de commande comportera à minima les informations suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, le titulaire dispose d'un délai de 48h à compter de la réception du bon de commande pour formuler par écrit ses observations éventuelles à l'Ecole polytechnique.

Les bons de commande peuvent être émis pendant la durée de validité du marché. Ils devront être exécutés au plus tard jusqu'au dernier jour de validité du marché.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale contrat :**

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG, la durée du contrat débute à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

La durée prévisionnelle de la mission est fixée par le calendrier détaillé d'exécution remis par le titulaire dans son offre et approuvé par la maîtrise d'ouvrage.

Le début d'exécution de chaque phase est déclenché par ordre de service.

La décision d'affermir chacune des tranches optionnelles est notifiée au titulaire du marché par ordre de service. Le délai de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de chacune des tranches optionnelles est de 30 jours minimum avant le début d'exécution de la tranche concernée.

■ **Délais d'exécution :**

Les délais d'exécution sont fixés par le titulaire dans son offre. Ils doivent respecter les délais maximums ci-après et les caractéristiques du CCTP :

Objet	Délai maximum	Point de départ du délai
M1 Marché Global de Performance – Missions à prix forfaitaires		
Tranche ferme		
Phase n°1 - Phase n°1 - Elaboration du pré-programme performanciel / lancement phase candidatures de la consultation	3 mois	Ordre de service de démarrage
Phase n°2 – Elaboration du Dossier de Consultation	2 mois	Ordre de service de démarrage au lancement de l'AAPC
Phase n°3 - Analyse des candidatures en première phase de la consultation	1 mois	Ordre de service de démarrage à la remise des candidatures de la première phase de la consultation
Phase n°4 - Accompagnement du MO pendant la seconde phase de la consultation	6 mois	Ordre de service de démarrage à la transmission du DCC aux équipes sélectionnées
Tranche optionnelle n°1		
Phase n°5 - Suivi des études de conception	Durée du MPGP, à minima 5 ans	Ordre de service de démarrage
Phase n°6 - Réception et levées de réserves		Ordre de service de démarrage
Phase n°7 - Suivi de l'exploitation et de la maintenance des équipements, suivi et évaluation de la performance pendant toute la durée du marché		Ordre de service de démarrage
M2 Décarbonation de la production centrale – Missions forfaitaires		
Tranche ferme		
Phase n°1 - Étude de faisabilité relative à la mise en œuvre d'une production ENR pour l'École polytechnique et interconnexion avec le réseau de Paris Saclay	6 mois	Ordre de service de démarrage
Phase n°2 - Elaboration d'un rapport d'évaluation du potentiel géothermique sur le site de l'école	6 mois	Ordre de service de démarrage

■ **Calendrier détaillé d'exécution :**

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre. Le calendrier doit respecter les contraintes délais indiquées ci-dessus.

■ **Délais de remise des documents :**

Les livrables sont remis selon le calendrier remis par le titulaire dans son offre et approuvé par la maîtrise d'ouvrage respectant le délai maximum de chaque phase.

■ **Délais d'exécution des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations demandées au titre de la mission 3 relative aux « Etudes techniques et assistance à la conduite de projets portant sur le développement de la production et/ou du réseau, leurs optimisations techniques et l'intégration d'innovations » est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser. Les prestations objet des bons de commande ne peuvent avoir une durée supérieure à 3 mois après la date de fin d'exécution du marché.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Le contrat est traité :

- Pour partie à prix forfaitaires relatif à la mission 1 « Marché Global de Performance » et la mission 2 « Décarbonation de la production centrale ». Les prix sont indiqués dans l'acte d'engagement et le détail indiqué dans la DPGF remise dans l'offre du titulaire.

- Pour partie à prix unitaires, sur devis avec émission de bons de commande relatif à la mission 3 « Etudes techniques et assistance à la conduite de projets portant sur le développement de la production et/ou du réseau, leurs optimisations techniques et l'intégration d'innovations ». Les prix sont indiqués à l'annexe financière (BPU).

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont révisables, à chaque présentation de situation, à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La formule de variation utilisée est $P1 = P0 (0,15 + 0,85 (S1/S0))$

Dans laquelle :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S1 = désigne le dernier indice SYNTEC publié à la date de révision,

S0 = désigne le dernier indice SYNTEC publié au « mois zéro ».

L'indice SYNTEC est publié par la fédération SYNTEC.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ Modification d'un indice :

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'acheteur

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat (y compris les éventuels frais de déplacement, d'hébergement, de restauration) ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels d'assurance ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Frais de coordination :

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

La récupération de l'avance commence à 50 % de l'avancement des prestations et devra être récupérée en totalité à 80% de l'avancement des prestations.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire doit fournir les informations suivantes :

- le numéro d'identification de l'Ecole polytechnique qui est le numéro SIRET suivant : 19911568400011
- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique correspondant au n° du marché ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : DPI.

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Dès lors que la transmission de ses factures est bien prise en compte sur le portail Chorus pro, le titulaire de du marché public ne pourra plus utiliser la facturation papier. Le titulaire ne pourra utiliser de nouveau la facturation papier qu'en cas de dysfonctionnement du système Chorus.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site « <https://chorus-pro.gouv.fr> ».

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ **Périodicité des paiements :**

- Pour les missions forfaitaires, les paiements sont échelonnés comme suit :

Intitulé de la mission	Exigibilité de l'acompte
M1 Marché Global de Performance – Missions à prix forfaitaires	
Tranche ferme	
Phase n°1 Elaboration du pré-programme performanciel / lancement phase candidatures de la consultation	70 % de la valeur de cette phase à la remise des livrables définis au CCTP
	30 % à l'approbation du maitre d'ouvrage
Phase n°2 Elaboration du Dossier de Consultation	70 % de la valeur de cette phase à la remise des livrables définis au CCTP
	30 % à l'approbation du maitre d'ouvrage
Phase n°3 Analyse des candidatures en première phase de la consultation	70 % de la valeur de cette phase à la remise des livrables définis au CCTP
	30 % à l'approbation du maitre d'ouvrage
Phase n°4 Accompagnement du MO pendant la seconde phase de la consultation	70 % de la valeur de cette phase à la remise des livrables définis au CCTP
	30 % à l'approbation du maitre d'ouvrage
Tranche optionnelle n°1	
Phase n°5 Suivi des études de conception	Acompte trimestriel* correspondant au pourcentage d'avancement des prestations exécutées
Phase n°6 Réception et levées de réserves	Acompte trimestriel* correspondant au pourcentage d'avancement des prestations exécutées
Phase n°7 Suivi de l'exploitation et de la maintenance des équipements, suivi et évaluation de la performance pendant toute la durée du marché	Acompte trimestriel* correspondant au pourcentage d'avancement des prestations exécutées

M2 Décarbonation de la production centrale – Missions forfaitaires	
Tranche ferme	
Phase n°1	70 % de la valeur de cette phase à la remise des livrables définis au CCTP
Étude de faisabilité relative à la mise en œuvre d'une production ENR pour l'École polytechnique et interconnexion avec le réseau de Paris Saclay	30 % à l'approbation du maître d'ouvrage
Phase n°2	70 % de la valeur de cette phase à la remise des livrables définis au CCTP
Elaboration d'un rapport d'évaluation du potentiel géothermique sur le site de l'école	30 % à l'approbation du maître d'ouvrage

*Si le titulaire est une PME, le délai peut être ramené à 1 mois, sur demande du titulaire.

- Pour les prestations à bons de commande, les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure aux différentes phases de sa mission.

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire.

La bonne exécution des prestations dépendant de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres de l'équipe nommément désignés dans son offre de prestation pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage par lettre recommandée et prendre toutes les dispositions nécessaires en application de l'article 3.4.3 du CCAG pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

A ce titre, par dérogation à l'article 3.4.3, du CCAG obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le non-respect de ce

délai entraîne une pénalité prévue au présent CCAP.

Le remplacement s'effectue à niveau égal de compétences, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations. Le remplaçant proposé est réputé comme accepté par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne le récuse pas dans le délai d'1 mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. A ce titre, il est fait obligation au contractant de désigner un remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG.

6.2. Livrables

Le titulaire devra fournir des livrables. Ces derniers seront transmis sous forme de fichiers informatiques réutilisables (Word, Powerpoint, Autocad, Excel...). La bonne exécution de chaque phase sera constatée à l'appui de la transmission des livrables. En d'autres termes, les seules présentations orales ne suffiront pas pour l'achèvement des phases.

M1 Marché Global de Performance – Missions à prix forfaitaires :

- **En tranche ferme :**

Phase 1 : Elaboration du pré-programme performanciel / lancement phase candidatures de la consultation

- Livrables :

-Documents d'aide à la décision nécessaires au Maître d'Ouvrage pour arrêter le scénario optimal qui traduira les objectifs de performance et de suivi de la maintenance/entretien pour l'opération (équilibre réseaux, calorifugeage, remplacement chaudière été).

-Rédaction du préprogramme performanciel.

-Estimatif en coût global du marché.

-Définition du portage contractuel.

-Rédaction de l'AAPC.

Phase 2 : Elaboration du Dossier de Consultation

- Livrables :

Dossier de Consultation selon le détail énoncé dans le CCTP.

Note d'assistance juridique.

Phase 3 : Analyse des candidatures en première phase de la consultation

- Livrables :

Rapport d'analyse technique des candidatures.

Phase 4 : Accompagnement du MO pendant la seconde phase de la consultation

- Livrables :

Rapport d'analyse des offres initiales, rapport d'analyse des offres finales.

- **En tranche optionnelle 1 :**

Phase 5 : Suivi des études de conception

- Livrables :

Rapports d'analyse en phase étude. Rapport mensuel de suivi de la phase d'exécution : avancement,

perspectives, problématiques techniques, préconisations, mesures correctives ...

Phase 6 : Réception et levées de réserves

➤ Livrables :

En phase OPR : Liste des réserves, contradictoire, en cas de désaccord avec le maître d'œuvre.
Visa sur les documents remis par le groupement.
Rapport d'analyse des documents de réception puis de levées de réserves.

Phase 7 : Suivi de l'exploitation et de la maintenance des équipements, suivi et évaluation de la performance pendant toute la durée du marché

➤ Livrables :

Deux rapports annuels de suivi des prestations d'exploitation et de maintenance réalisées par le titulaire du marché.
Deux rapports annuels de contrôle d'exécution du Programme de Suivi des Mesures et Vérifications.

M2 Décarbonation de la production centrale – Missions forfaitaires :

Phase 1 : Étude de faisabilité relative à la mise en œuvre d'une production ENR pour l'École polytechnique et interconnexion avec le réseau de Paris Saclay

➤ Livrables :

Étude de faisabilité relative à la mise en œuvre d'une production ENR pour l'École polytechnique et interconnexion avec le réseau de Paris Saclay.
Fiche de synthèse et annexes pouvant alimenter les pièces marché d'un futur projet de décarbonation de la production centrale de l'Ecole.

Phase 2 : Elaboration d'un rapport d'évaluation du potentiel géothermique sur le site de l'école

➤ Livrables :

Rapport de l'évaluation du potentiel géothermique sur le site de l'École polytechnique.

M3 Etudes techniques et assistance à la conduite de projets portant sur le développement de la production et/ou du réseau, leurs optimisations techniques et l'intégration d'innovations :

➤ Livrables :

Etude niveau faisabilité : Rapport complet et ses annexes techniques. Présentation PowerPoint ou équivalent.

Etude niveau APS : Rapport complet et ses annexes techniques. Présentation PowerPoint ou équivalent.

Mise à jour du schéma directeur des énergies : Schéma directeur du réseau.

6.3. Vérification des prestations

■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, l'acheteur dispose d'un délai de 21 jours calendaires pour procéder aux vérifications à compter de la réception des livrables et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet selon les conditions de l'article 29 du CCAG PI.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Dans le cas où un changement inhérent au projet objet du marché surviendrait en cours d'exécution, l'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi. Passé ce délai, la notification de l'acte est réputée être le 8ème jour après l'envoi.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;

- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

- Contrôle nominatif

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale et en complément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG/PI, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants :

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; le titulaire doit avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les contrats. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les travaux la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom et prénoms ;
- la date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile personnel ;
- la fonction.

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

- le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ;
- le document CAZ renseigné en version PDF modifiable.

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site au bureau des badges afin de réaliser celui-ci.

Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

- Contrôle d'accès

Le titulaire et le personnel intervenant lors de prestations du présent marché ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande par les services de sécurité de l'École polytechnique, pendant la durée du marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

7.3. Obligation environnementale

■ Déplacements :

Le titulaire s'engage à limiter son impact carbone pour les éventuels déplacements vers et sur le site de l'École polytechnique.

Pour se faire, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transport en commun.

Si l'utilisation des véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides conformes aux normes en vigueur. Ces véhicules relèvent de la vignette crit'Air1.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Lorsque les prestations s'effectuent sur le site de l'École polytechnique, des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes.

■ Flux de données :

Le titulaire s'engage à optimiser le poids des documents produits et à privilégier l'usage de serveurs partagées plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mail.

Dans l'éventualité où des documents seraient échangés au format papier, il est demandé au titulaire une optimisation des documents produits dans la mesure où ces derniers sont amenés à être imprimés. En ce sens voici quelques exemples d'optimisation du document : lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur sans plus-values, utilisation de police de caractères « light » ou écologiques (types Ecofont ou équivalent) ou encore une optimisation de la mise en page afin de réduire les marges et espaces et donc le nombre de pages.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Retard dans l'exécution des prestations	En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 450 € par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG.
Retard dans la transmission des livrables et des comptes-rendus	En cas de retard dans la remise d'un livrable, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 400 € par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG.
Absence aux réunions, ateliers, visites	En cas d'absence à une réunion ou un atelier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 350 € par absence.
Retard dans la présentation d'un remplaçant (art 6.1 du CCAP)	En cas de retard dans la présentation d'un remplaçant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 € par jour calendaire de retard.
Pénalité pour non-respect de la clause environnementale	En cas de non-respect de la clause environnementale prévue à l'article 7.3 du présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard - plafonnement du montant :

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 Versailles

Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://ta-versailles.juradm.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Arrêt de la mission :

En application de l'article 22 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent contrat à l'issue de chacune des phases techniques.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, l'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT de la phase technique en cours d'exécution diminué du montant des prestations de la phase déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Utilisation des résultats de l'étude :

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire ne peut pas utiliser les résultats pour ses propres besoins notamment à des fins commerciales.

■ Garantie :

Les prestations font l'objet d'une garantie technique conformément à l'article 30 du CCAG.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique Représentation des parties de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG

La rubrique Durée du contrat et délais d'exécution de l'article 4 du contrat déroge à l'article 13.1.1 du CCAG pour le point de départ.

L'article 6.1 Conditions de réalisation des prestations déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.

La rubrique Opérations de vérification de l'article 6.3 déroge à l'article 28.2 du CCAG.

La rubrique 8.1 Pénalités déroge à l'article 14.1 et 14.1.3 du CCAG.

La rubrique Résiliation pour motif d'intérêt général de l'article 9 déroge à l'article 40 du CCAG.

La rubrique Utilisation des résultats de l'étude de l'article 9 déroge à l'article 35.2.1 du CCAG.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)